



Initiative Service Citoyen
pour une Suisse qui s'engage



Salut Citoyen·ne,

Après le Conseil national, le Conseil des États a lui aussi rejeté aujourd'hui notre initiative «Pour une Suisse qui s'engage (initiative Service Citoyen)» – par 34 voix contre 9 et 1 abstention – et ce, sans proposer de contre-projet. C'est décevant, mais sans surprise: la classe politique fédérale manque de courage, ne prend plus la mesure des défis collectifs à venir et semble incapable de forger de consensus à la hauteur des enjeux.

Une chose est désormais certaine: puisque la Berne fédérale refuse d'assumer ses responsabilités, c'est au peuple – à toi, à moi, à nous – de reprendre la main. Et l'initiative service citoyen est le meilleur levier pour y parvenir. Le vrai débat commence maintenant – avec toi, et avec toute la Suisse. Tu veux te joindre à nous et passer à l'action? Alors annonce-toi ici:

Oui, je m'engage!

Rétrospective: Que s'est-il passé au Conseil des États?

Pour la phase parlementaire, nous avons misé sur le Conseil des États. Et à juste titre: nous y avons constaté des échanges plus intelligents et une adhésion plus marquée que ce qui avait eu lieu dans l'hémicycle du Conseil national. De même, notre travail préalable en coulisses a porté ses fruits: la Commission de la politique de sécurité (CPS-E) avait accepté le principe d'un contre-projet direct. Malheureusement, elle a eu la mauvaise idée de confier le mandat à l'administration militaire d'en élaborer les contours: l'ébauche était si bancal qu'elle a été abandonnée d'emblée.

Le Conseil des États manque ainsi aujourd'hui une occasion historique de revitaliser le système de milice, d'adapter durablement notre dispositif collectif de sécurité militaire et civile aux grands défis de notre époque et d'apporter à la Suisse la stabilité et la cohésion dont elle a tant besoin en ces temps troublés.

Même si notre initiative n'a pas obtenu de majorité aujourd'hui, le débat a été d'un tout autre niveau que celui du Conseil national. Plusieurs interventions se sont distinguées par leur qualité, leur franchise – voire leur force émotionnelle. En voici quelques-unes, à commencer par celles de membres de notre comité d'initiative:

Le Conseiller aux États **Charles Juillard** (Le Centre, JU), également rapporteur de minorité de la CPS-E, a vaillamment défendu l'initiative et les enjeux qu'elle porte: *«Notre société se fragmente, les liens sociaux se délitent. Une société divisée est une société vulnérable.»* et *«Le statu quo est irresponsable. La sécurité, la solidarité et la cohésion nationale ne peuvent plus attendre»:*



La Conseillère aux États **Johanna Gapany** (PLR, FR) renchérit: *«Un pays ne peut exister que lorsqu'il a la capacité de se défendre et de s'organiser.»* C'est aussi pourquoi elle voit dans notre initiative une opportunité historique à saisir. Elle a par ailleurs ouvertement regretté que la CPE-S ait échoué à proposer un contre-projet:



Et le soutien à l'initiative a dépassé les rangs de son comité:

Le «franc-tireur» **Daniel Jositsch** (PS, ZH) a défendu l'initiative avec vigueur, tout en avertissant que s'accrocher à des conceptions dépassées des rôles de genre expose à perdre toute crédibilité et est contre-productif pour l'esprit de la défense nationale:



Thierry Burkart (PLR, AG) a recadré avec rigueur juridique les nombreuses affirmations erronées – voire délibérément mensongères – des Conseillers aux États Dittli et Salzmann, en remettant ainsi l'église au milieu du village:



Le fin connaisseur des équilibres politiques, **Matthias Michel** (PLR, ZG), a rappelé la portée équilibrée de notre initiative et sa capacité à rassembler au-delà des clivages partisans:



Tu peux (re)voir l'intégralité du débat d'aujourd'hui [ici](#) – ça vaut le détour (!).
Pour notre communiqué de presse du jour à ce sujet, c'est par [ici](#).

Le compte à rebours est lancé: prépare-toi pour la campagne de votation

Après le rejet par les deux Chambres, le Conseil fédéral devrait fixer la date de la votation populaire très prochainement. Tout indique que notre initiative pourrait déjà être soumise au peuple le **30 novembre 2025** – soit dans **à peine cinq (!) mois**.

En coulisses, les préparatifs pour la campagne battent déjà leur plein. Reste à l'écoute: dans notre prochaine newsletter, nous te dirons concrètement comment tu peux faire la différence.

En tant que petite organisation transpartisane et citoyenne, indépendante et sans grands moyens, nous dépendons de l'engagement de personnes comme toi – celles et ceux qui veulent un avenir pour la Suisse et s'investir pour une société moins individualiste et plus engagée. **Car pour une initiative populaire, chaque personne compte, que le Parlement le veuille ou non.**

Avec mes salutations engagées et combatives,
Noémie

Chacun et chacune peut faire la différence. Écris l'histoire avec nous!

Service Citoyen est financée exclusivement par des contributions volontaires. En faisant un don, tu deviens partenaire du mouvement! Les dons renforcent notre potentiel d'action à long terme et assurent la progression de l'initiative.

Tu veux que ta contribution ait un impact maximal? Utilise le bulletin de versement QR ci-dessous: aucun frais, 100% de ton soutien va directement à notre association.

Tu préfères le confort digital? Tu peux évidemment aussi faire une donation en ligne ou via Twint (fr.servir.ch/donation).



CH81 8080 8007 7685 1243 3
Association Service Citoyen
Boulevard des Tranchées 48
1206 Genève

**Effectuez un paiement
avec TWINT !**



Scannez le code QR avec
l'app TWINT



Confirmez le montant et
le paiement



ServiceCitoyen.ch, Boulevard des Tranchées 48, 1206 Genève, Suisse, +41 76 498 34 45

[Se désabonner](#) [Gérer les préférences](#)